

Recherches sociographiques



Conjoncture économique et comportement électoral au Québec

Daniel Guérin et Richard Nadeau

Volume 36, numéro 1, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056916ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056916ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guérin, D. & Nadeau, R. (1995). Conjoncture économique et comportement électoral au Québec. *Recherches sociographiques*, 36(1), 65–76.
<https://doi.org/10.7202/056916ar>

Résumé de l'article

Les auteurs cherchent à établir s'il existe une relation entre la conjoncture économique québécoise et l'appui au gouvernement du Québec. Ils analysent à cette fin une fonction de popularité intégrant des variables économiques de base et certaines variables politiques. Les principaux résultats indiquent l'existence d'un vote économique au Québec, confirmant en cela les observations de travaux antérieurs portant sur certaines élections québécoises. De plus, les électeurs québécois semblent plus sensibles au problème du chômage qu'à celui de l'inflation lorsque vient le temps de traduire leurs perceptions économiques en jugements sur la performance du gouvernement.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET COMPORTEMENT ÉLECTORAL AU QUÉBEC

Daniel GUÉRIN
Richard NADEAU

Les auteurs cherchent à établir s'il existe une relation entre la conjoncture économique québécoise et l'appui au gouvernement du Québec. Ils analysent à cette fin une fonction de popularité intégrant des variables économiques de base et certaines variables politiques. Les principaux résultats indiquent l'existence d'un vote économique au Québec, confirmant en cela les observations de travaux antérieurs portant sur certaines élections québécoises. De plus, les électeurs québécois semblent plus sensibles au problème du chômage qu'à celui de l'inflation lorsque vient le temps de traduire leurs perceptions économiques en jugements sur la performance du gouvernement.

L'idée voulant que la popularité des gouvernements en démocratie dépende de la conjoncture économique a suscité un vif intérêt chez les politologues depuis deux décennies (NORPOTH, LEWIS-BECK, LAFAY, 1991). Les nombreux travaux consacrés à cette question ont d'ailleurs généralement confirmé l'existence de ce lien (HIBBS, 1987; LEWIS-BECK, 1988).

Ces travaux ont pris trois formes. D'abord, on a cherché à établir un lien entre les perceptions économiques individuelles et le vote (KIEWIET, 1983). Deuxièmement, on a examiné l'existence d'une relation entre l'appui électoral aux gouvernements sortants et la performance de l'économie durant le mandat ou une partie du mandat de ces gouvernements (KRAMER, 1971; HAPPY, 1992). Finalement, le lien entre l'économie et la popularité a été étudié pour l'ensemble des mandats gouvernementaux sur une base mensuelle ou trimestrielle (MUELLER, 1970; MISHLER, HOSKIN et FITZGERALD, 1988).

La présente étude porte sur le Québec et appartient à ce troisième courant de travaux. Elle vise à établir si depuis une vingtaine d'années la popularité des gouvernements en place a été liée à la situation économique du Québec. Elle comble donc une lacune dans les connaissances sur le comportement électoral au Québec dans la mesure où aucune étude n'a tenté d'établir à ce jour s'il existait une relation systématique entre les fluctuations de l'économie et des intentions de vote.

Nous cherchons donc à répondre aux deux questions suivantes. Les électeurs québécois, lorsqu'il s'agit de politique provinciale, se comportent-ils collectivement comme des électeurs économiques? Si oui, quelle est l'influence respective des principaux indicateurs macro-économiques (inflation et chômage) sur le comportement électoral?

Les résultats de nos analyses offrent des réponses nettes à ces questions: la popularité des gouvernements québécois pour la période étudiée a été étroitement liée à la conjoncture économique en général et à l'évolution du chômage en particulier.

La fonction de popularité

L'équation (1) illustre la fonction de popularité à la base de la présente analyse.

$$(1) \text{ POP} = f(\text{ECN}, \text{POL})$$

Cette fonction est fort simple. Elle stipule que la popularité des gouvernements dépendrait des fluctuations de l'économie (ECN; mesurées à l'aide d'indicateurs macro-économiques comme les taux de chômage et d'inflation) et d'événements politiques marquants (POL; l'élection d'un nouveau chef, une crise politique, un conflit armé, etc.). Ce concept de fonction de popularité a été employé dans plusieurs pays et, de façon générale, les spécialistes ont pu établir une relation entre la conjoncture économique et la popularité des gouvernements (NORPOTH, LEWIS-BECK, LAFAY, 1991).

Le Québec n'a pas été touché par la vague de travaux sur la composante économique du vote. Cette lacune s'explique sans doute par un problème de disponibilité de données. Il n'y a pas eu au Québec d'entreprises de sondages qui ont mesuré de façon systématique les intentions de vote (à tous les mois ou tous les trimestres, par exemple) au cours des dernières années¹.

Les chercheurs québécois, devant cette absence de données, ont plutôt choisi d'étudier le vote économique au Québec à partir des résultats électoraux (CRÊTE et SIMARD, 1984) ou de données portant sur des élections particulières (ALBERT, 1980). Ces rares travaux suggèrent l'existence d'une dichotomie intéressante. Les électeurs québécois auraient dans le passé puni ou récompensé les gouvernements

1. Nous avons surmonté cette difficulté en réunissant les résultats de sondages réalisés par diverses firmes (voir les notes 2 et 3).

provinciaux sortants selon la performance de l'économie durant leurs mandats (CRÊTE et SIMARD, 1984; ALBERT, 1980), mais pas les gouvernements fédéraux, leur vote s'expliquant alors par d'autres facteurs telle que la présence d'un chef québécois à la tête du Parti libéral du Canada (CRÊTE et SIMARD, 1984; NADEAU, 1994).

La présente étude prolonge ces travaux en examinant l'existence d'un lien entre les intentions de vote accordées aux gouvernements du Parti québécois et du Parti libéral du Québec et la conjoncture économique durant l'ensemble de la période allant de 1977 à 1993. Ce faisant, nous pourrions voir si le comportement électoral au Québec présente la même orientation économique que celle observée dans la plupart des démocraties occidentales.

Une fonction de popularité pour le Québec

Notre définition des composantes de la fonction de popularité au Québec s'appuie sur les travaux existants et, en particulier, sur l'énoncé de CLARKE, MISHLER et WHITELEY (1990, p. 66) selon lequel une telle fonction devrait tenir compte de quatre facteurs principaux, soit l'inertie partisane des électeurs, l'image des chefs, l'évaluation de la performance gouvernementale sur des enjeux économiques et non économiques ou l'avènement soudain d'un fait ou d'une circonstance (un scandale, une démission, etc.) susceptible d'influencer les choix électoraux.

La variable dépendante est le pourcentage d'intentions de vote recueillies par les gouvernements en place au cours d'un trimestre donné. L'analyse débute au deuxième trimestre de 1977 et se termine au troisième trimestre de 1993. Nous commençons au second trimestre de 1977 pour éviter qu'il y ait chevauchement de la popularité des Libéraux et du Parti québécois et nous arrêtons avec la démission de Robert Bourassa². Les variables indépendantes ou explicatives comprendront les indicateurs usuels de la conjoncture économique (les taux de chômage et d'inflation, notamment)³ et certaines variables correspondant à des événements politiquement marquants.

2. Le trimestre correspond au découpage chronologique le plus utilisé dans les études sur la fonction de popularité. L'absence de données mensuelles rend de toute façon l'utilisation du mois comme unité d'analyse impraticable dans le cas du Québec.

3. Les études cherchant à établir une relation entre la conjoncture économique et le comportement électoral ont commencé depuis quelques années à ajouter aux indicateurs objectifs des variables de perception de la situation économique. Les perceptions économiques des électeurs peuvent avoir une orientation soit rétrospective (KEY, 1966), soit prospective (MACKUEN, ERIKSON et STIMSON, 1992; SANDERS, WARD et MARSH, 1991). Cependant, la non-disponibilité de données relatives aux perceptions de la situation économique par l'électorat québécois pour la période à l'étude nous a empêchés d'utiliser cette approche dans cette recherche.

La fonction de popularité retenue prend la forme suivante:

$$(2) \quad \text{POP}_t = \alpha_0 + \beta_1 \text{POP}_{t-1} + \beta_2 \text{CHGOUV} + \beta_3 \text{CHOM}_{t-1} + \beta_4 \text{INFL}_{t-1} + \beta_5 \text{ÉLECTIONS PARTIELLES} + \beta_6 \text{MEECH} + \beta_7 \text{LOI 178} + \beta_8 \text{CHLEADERS},$$

où

POP⁴ = pourcentage des intentions de vote recueillies par le parti gouvernemental (le Parti québécois du premier trimestre de 1977 au dernier trimestre de 1985; le Parti libéral par la suite; ces pourcentages ont été établis après avoir exclu les électeurs discrets),

CHGOUV = variable prenant la valeur de 1 au premier trimestre de 1986 et 0 autrement,

CHOM⁵ = taux de chômage au Québec désaisonnalisé et établi sur une base trimestrielle,

INFL = taux d'inflation au Québec, calculé à partir de l'indice des prix à la consommation de Montréal,

ÉLECTIONS

PARTIELLES⁶ = variable tenant compte de la performance du gouvernement en place lors d'élections partielles,

4. La série chronologique constituant la variable dépendante a été obtenue en réunissant des sondages sur les intentions de vote au Québec réalisés par diverses firmes, les principales étant Crop et Sorecom. Pour les années 1977 à 1979, les résultats de sondages proviennent de l'ouvrage de J. CRÊTE (1984). Pour les années 1980 à 1992, les résultats ont été obtenus soit directement de la firme Crop, soit par la voie des journaux ayant commandité la réalisation des sondages. Pour trois trimestres (79:3, 81:3 et 85:1), nous avons dû recourir à la technique d'intrapolation pour pallier l'absence de données. Les détails plus spécifiques concernant la construction de la variable dépendante seront fournis par les auteurs sur demande.

5. Les données ayant servi à construire la variable chômage proviennent de la base de données sur disque compact de Statistique Canada, CANSIM, *EPA Québec, Taux de chômage mensuel désaisonnalisé, 15 ans ou plus*. Les taux d'inflation annualisés ont été calculés à partir de la même base de données de Statistique Canada, CANSIM, *I.P.C. Montréal (86=100) mensuel, l'ensemble des produits*.

6. La variable ÉLECTIONS PARTIELLES a été construite de la façon suivante. Chaque élection se traduisant par la perte du comté par le parti gouvernemental a été codée -1. Une élection partielle où le parti au pouvoir fait un gain aux dépens de l'opposition correspond à +1. Les scrutins confirmant le *statu quo* ont reçu le code 0. La somme de ces valeurs donne la variable élections partielles pour les trimestres touchés. Autrement, la valeur est 0. En ce qui concerne la question de la structure de délai relative à cette variable, il nous a semblé que l'effet contemporain était préférable. La grande majorité des élections partielles se déroulant par vagues de 2, 3 ou même 4 scrutins tenus la même journée, l'attention médiatique accordée à ces événements est généralement importante, ce qui est susceptible de provoquer un mouvement rapide de l'opinion lorsque survient un changement dans les préférences électorales. Les dates et les résultats des élections partielles ont été obtenus auprès du Directeur général des élections du Québec.

- MEECH = variable prenant la valeur de 1 au cours du troisième trimestre de 1990 et 0 autrement,
- LOI 178 = variable prenant la valeur de 1 au cours du premier trimestre de 1989 et 0 autrement,
- CHLEADERS = variable prenant la valeur de 1 lors de l'élection d'un nouveau chef à la tête du Parti libéral ou du Parti québécois (Ryan, 78 : 1; Bourassa, 83 : 4; Pierre-Marc Johnson, 85 : 3; Parizeau, 88 : 1) et 0 autrement.

Quelques explications s'imposent au sujet de l'inclusion et de la forme de ces variables. La présence de la variable dépendante au trimestre précédent parmi les variables explicatives vise à tenir compte de l'inertie partisane des électeurs. Son inclusion s'appuie sur une pratique largement répandue (BECK, 1991; NORPOTH, 1991; MACKUEN, ERICKSON et STIMSON, 1992). La variable CHGOUV est introduite afin de tenir compte du changement de gouvernement consécutif à l'élection de décembre 1985. Elle vise à faire en sorte que la popularité du nouveau gouvernement libéral ne soit pas liée statistiquement à celle du précédent gouvernement (PISSARIDES, 1980).

Le choix des variables économiques s'est appuyé sur la pratique courante qui consiste à privilégier le chômage et l'inflation⁷ en tant qu'indicateurs de la performance économique des gouvernements, à la fois pertinents pour les électeurs et largement diffusés par les médias (CLARKE, MISHLER et WHITELEY, 1990; NANNSTAD et PALDAM, 1993). La structure de délai adoptée pour les variables « chômage » et « inflation » est t-1. Comme ces indicateurs économiques sont calculés sur la base du trimestre entier et que les intentions de vote sont souvent obtenues à partir de sondages réalisés dans la première moitié du trimestre, le choix des variables économiques au moment précédent était nécessaire pour sauvegarder l'ordre de causalité postulé. D'autre part, cette structure de délais est apparue comme la plus satisfaisante du point de vue statistique.

La variable ÉLECTIONS PARTIELLES s'inspire d'une étude récente sur le cas britannique (CLARKE et STEWART, 1993) montrant que la tenue de tels scrutins est susceptible d'influencer de façon significative la popularité des gouvernements en place. Cette variable est construite de manière à tenir compte de l'ampleur des succès ou des échecs électoraux du parti gouvernemental lors de ces scrutins. La

7. La variable « revenu personnel disponible » a également été insérée dans l'une des versions de la fonction de popularité, mais le résultat obtenu s'est avéré non significatif. Cette conclusion concorde avec le point de vue de Johnston soutenant que le revenu ne constitue pas un facteur important dans l'appui au parti gouvernemental sur la scène fédérale (JOHNSTON, 1986, p. 138).

variable CHLEADERS vise à tenir compte de l'impact de l'élection de nouveaux chefs sur la popularité des formations politiques qu'ils dirigent (NADEAU et MENDELSON, 1994)⁸. L'épisode du rejet de Meech est pris en compte dans le modèle parce qu'il s'agit du type d'événements marquants susceptibles d'affecter, du moins à court terme, les choix électoraux⁹. La même logique s'applique pour l'adoption de la Loi 178 sur l'affichage commercial, une politique qui souleva dans les premiers mois de 1989 d'importants débats dans la société québécoise et qui conduisit à un mouvement important de désaffection des anglophones à l'endroit du Parti libéral.

Des attentes peuvent être formulées en ce qui concerne le signe et la taille des coefficients des variables économiques de l'équation (2). Ainsi, les écrits sur le vote économique nous amènent à prévoir que les coefficients des variables « chômage » et « inflation » devraient être négatifs ($\beta_3, \beta_4 < 0$). Nous nous attendons d'autre part à ce que le chômage soit davantage lié que l'inflation à la popularité des gouvernements québécois ($|\beta_3| > |\beta_4|$). Cette attente s'appuie sur les recherches qui ont montré que les électeurs étaient plus sensibles au problème du chômage qu'à celui de l'inflation (JACKMAN, 1993; CONOVER, FELDMAN et KNIGHT, 1986). Elle s'appuie également sur la réalité du partage des pouvoirs dans la fédération canadienne. Le vote économique étant le résultat d'un raisonnement débutant par la perception d'une réalité économique, passant par l'imputation au gouvernement en place de la responsabilité de cette situation et aboutissant à un vote de blâme (WEATHERFORD, 1986), nous nous attendons à ce que les électeurs québécois attribuent moins de poids à l'inflation qu'au chômage dans leur évaluation du gouvernement du Québec, étant donné que la politique monétaire au Canada est de juridiction fédérale¹⁰.

8. Pour les variables CHLEADERS, le trimestre durant lequel est survenue l'élection du nouveau chef a été codé 1; 0 autrement. L'élection de Claude Ryan constitue un cas spécial dans la mesure où le trimestre mesurant l'effet de sa venue comme chef du PLQ est le premier trimestre de 1978 bien qu'il ait été élu en avril de la même année. La raison de cette distorsion tient au fait que le nouveau mode d'élection du chef introduit à ce moment par le PLQ (élection de délégués par circonscription) a eu pour effet d'identifier plusieurs mois à l'avance le candidat ayant une confortable avance sur les autres concurrents selon le nombre de délégués favorables à sa cause.

9. Le choix des événements politiques, bien que balisé par des critères objectifs comme leur prééminence dans les médias, repose en bout de ligne sur le jugement des chercheurs. Voir à ce sujet PRICE et SANDERS (1993, p. 324). D'autres événements ont été testés (par exemple, adoption de la Loi 101, Référendum de mai 1980) et ne se sont pas avérés significatifs.

10. L'effet de l'inflation sur la popularité du gouvernement québécois pourrait s'expliquer par le fait que cet indicateur est lié aux changements dans les niveaux de taxation et de revenu réel.

Les résultats

Le tableau présente les principaux résultats de l'estimation de la fonction de popularité au Québec¹¹. Nous allons d'abord discuter l'effet des variables politiques avant d'aborder la relation entre les indicateurs économiques et la popularité gouvernementale.

Notons d'abord la forte composante autorégressive du modèle. Le coefficient de la variable dépendante retardée reflète le poids de l'inertie des préférences partisans sur les intentions de vote, un phénomène observé dans toutes les démocraties occidentales. L'effet des élections partielles ressort également des résultats. Nos données indiquent que la perte de deux circonscriptions aux mains de l'opposition lors de partielles entraînerait une baisse de la popularité gouvernementale de près de quatre points de pourcentage.

TABLEAU

*Analyse de régression de la fonction popularité**

Variables indépendantes		Variables indépendantes	
POP _{t-1}	0,82 a (19,51)**	LOI 178	- 7,38 a (2,33)
CHGOUV	17,30 a (5,83)	Ryan	- 6,37 b (2,14)
CHOM _{t-1}	-1,06 a (4,42)	Johnson	10,78 a (3,48)
INFL _{t-1}	-0,25 a (2,77)	Bourassa	3,23 (1,03)
ÉLECTIONS	1,97 a	Parizeau	- 1,99 (0,61)
PARTIELLES	(3,13)	Constante	211,80 a (5,29)
MEECH	- 16,48 a (5,35)		

R 2 ajusté 0,87, Rho - 0,57, n = 66

a p < 0,01 (test unilatéral)

b p < 0,05 (test unilatéral)

* Les coefficients ont été estimés en employant la méthode dite de Cochrane-Orcutt. (Voir la note 11.)

** Les chiffres entre parenthèses représentent la statistique t de Student.

11. Nous avons procédé à une batterie de diagnostics statistiques afin de choisir la méthode d'estimation la mieux appropriée à l'analyse de l'équation (2). Ayant décelé un problème d'autocorrélation des erreurs résiduelles de premier degré lors de l'emploi de la méthode d'estimation dite des moindres carrés ordinaires, nous avons eu recours à la méthode dite de Cochrane-Orcutt qui est une technique d'analyse de régression permettant de tenir compte de ce problème et de le corriger (JOHNSTON, 1985; OSTROM, 1990).

Tel qu'attendu, le coefficient associé au changement de gouvernement survenu en décembre 1985 en faveur du Parti libéral du Québec est significatif. Ce résultat peut s'interpréter dans la lignée des phénomènes de gonflement des attentes associés à l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe.

Signalons ensuite l'effet très important de l'épisode Meech. Le Parti libéral, qui avait maintenu son appui au-dessus de la barre des 50% durant plus de quatre ans, a vu cet appui fondre précipitamment dans le sillage du rejet de cet accord constitutionnel. Comme prévu, la promulgation de la Loi 178 a eu un impact négatif significatif sur sa popularité.

Les résultats établissent clairement que l'élection d'un nouveau chef n'entraîne pas automatiquement une augmentation d'appuis pour cette formation politique. Ainsi, si l'arrivée de Claude Ryan et Pierre-Marc Johnson a semblé profiter à leur parti respectif, on ne peut en dire autant de l'élection de Robert Bourassa et de Jacques Parizeau. Le caractère variable de l'effet de l'élection d'un nouveau chef a été observé ailleurs et pourrait être lié aux circonstances particulières entourant l'arrivée de nouveaux dirigeants à l'avant-scène politique, notamment l'écart entre la popularité du parti au moment de l'élection du nouveau chef et la popularité normale ou habituelle de ce parti (NADEAU et MENDELSON, 1994).

Ce sont les variables économiques qui nous intéressent le plus dans l'équation (2). Les résultats se rapportant à celles-ci confirment les attentes formulées précédemment. Les coefficients associés aux variables « chômage » et « inflation » sont de signe attendu (négatif), et statistiquement significatifs. Cela indique que la popularité des gouvernements québécois a été liée, au plan statistique du moins, aux fluctuations des principaux indicateurs macro-économiques au cours de la période à l'étude. Ce lien statistique a été interprété ailleurs comme signifiant l'existence d'un comportement électoral motivé par des facteurs économiques (NORPOTH, 1991). Nous concluons donc, dans le même esprit, que nos résultats confirment l'existence, pour la période à l'étude et au niveau provincial, d'un vote à orientation économique du même type que celui qui a été observé dans la plupart des démocraties occidentales.

Nous avons également émis l'hypothèse que le chômage allait être davantage lié que l'inflation à la popularité des gouvernements québécois. Cette attente est également confirmée par nos résultats. L'effet de l'augmentation d'un point de pourcentage du taux de chômage sur la popularité gouvernementale est plus de quatre fois plus important qu'une hausse du même ordre du taux d'inflation (respectivement de 1,06 et de 0,25 point de pourcentage). Si la taille absolue de ces coefficients témoigne d'un niveau de vote économique au Québec comparable à ce qui a été observé ailleurs, leur taille respective reflète, elle, une apparente compréhension chez l'électeur québécois du partage des pouvoirs et des responsabilités en ce qui a trait à la politique économique. Il en résulte que le chômage, plutôt

que l'inflation, apparaît comme l'indicateur économique permettant le mieux d'expliquer et de prédire la popularité des gouvernements au Québec.

*

* *

Nous avons élaboré un modèle afin d'expliquer la popularité gouvernementale québécoise pour la période 1977-1993. Ce modèle intègre des variables économiques de base (inflation, chômage) et un certain nombre de variables politiques. Les résultats indiquent l'existence d'un solide vote économique au Québec durant cette période, la variable chômage constituant le principal déterminant économique de la popularité gouvernementale. Ceci tend à démontrer la plus grande sensibilité de l'électorat québécois au problème du chômage qu'à celui de l'inflation, une tendance déjà observée dans plusieurs pays. D'autre part, ce constat relatif à la prépondérance du chômage dans le vote économique des Québécois est également compatible avec la réalité du partage des responsabilités économiques dans la fédération canadienne.

Même si la présente étude n'inclut pas la dernière élection provinciale au Québec, on ne peut s'empêcher d'observer que le résultat du scrutin du 12 septembre 1994 tend à conforter la thèse qui sous-tend cette recherche, à savoir qu'il est extrêmement difficile pour un gouvernement de se faire réélire lorsque sévissent des conditions économiques défavorables.

On peut penser qu'une partie du recul de plus de dix points qu'a connu le Parti libéral au sein de l'électorat francophone entre les élections de 1989 et de 1994 est due à la conjoncture économique ayant cours depuis le début des années 1990 et à la lenteur de la reprise qui s'est amorcée depuis 1992.

Même si l'hypothèse voulant que les Québécois ont choisi de punir le gouvernement sortant pour une situation économique difficile ne peut être interprétée indépendamment du phénomène d'alternance qui apparaît solidement ancré dans les tendances lourdes de la politique québécoise, la démonstration d'un vote économique au Québec permettra sans doute à l'avenir de mieux moduler la combinaison des forces de court et de long terme intervenant dans le comportement électoral des Québécois.

Daniel GUÉRIN

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

Richard NADEAU

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT, Alain, «Conditions économiques et élection: le cas de l'élection provinciale de 1976 au Québec», *Revue canadienne de science politique*, 13: 325-345.
1980
- BECK, Nathaniel, «The Economy and Presidential Approval: An Information Theoretic Perspective», 1991 dans: Helmut NORPOTH, Michael S. LEWIS-BECK et Jean-Dominique LAFAY (dirs), *Economics and Politics. The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- BELLUCI, Paolo, «Italian Economic Voting: A Deviant Case or Making a Case for a Better Theory», 1991 dans: Helmut NORPOTH, Michael S. LEWIS-BECK et Jean-Dominique LAFAY (dirs), *Economics and Politics. The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- CLARKE, Harold D. et Marianne C. STEWART, *Economic Evaluations, Prime Ministerial Approval and Governing Party Support: Rival Models Reconsidered*, Texte présenté à Elections, Public Opinion and Parties Annual Conference, University of Lancaster, Lancaster England, mimeo.
1993
- CLARKE, Harold D., William MISHLER et Paul WHITELEY, «Recapturing the Falklands: Models of Conservative Popularity, 1979-83», *British Journal of Political Science*, 20: 63-81.
1990
- CLARKE, Harold D. et Gary ZUK, «The Politics of Party Popularity, Canada 1974-1979», *Comparative Politics*, 20: 299-315.
1987
- CONOVER, Pamela J., Stanley FELDMAN et Kathleen KNIGHT, «Judging Inflation and Unemployment: The Origins of Retrospective Evaluations», *Journal of Politics*, 48: 565-588.
1986
- CRÊTE, Jean et Johanne SIMARD, «Conditions économiques et résultats électoraux au Québec», dans: 1984 Jean CRÊTE(dir.), *Le comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin.
- DOWNS, Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row.
1957
- HAPPY, J.R., «The Effects of Economic and Fiscal Performance on Incumbency Voting: The Canadian Case», *British Journal of Political Science*, 22: 117-130.
1992
- HIBBS, Douglas A., *The American Political Economy: Macroeconomics and Electoral Politics in the United States*, Cambridge, Harvard University Press.
1987
- HIBBS, Douglas A. (avec la collaboration de N. VASILITOS), «Economic Outcomes and Political Support for British Governments Among Occupational Classes: A Dynamic Analysis», *American Political Science Review*, 76: 259-279.
1982
- HIBBS, Douglas A. (avec la collaboration de Douglas RIVERS et N. VASILITOS), «On the Demand for Economic Outcomes: Macroeconomic Performance and Mass Political Support in The United States, Great Britain and Germany», *Journal of Politics*, 44: 426-462.
1982
- JACKMAN, Simon, *Economic Expectations, Realizations, and Presidential Approval*, Communication présentée au Congrès du Midwest Political Science Association.
1993
- JOHNSTON, J., *Econometric Methods*, New York, McGraw Hill, troisième édition.
1985
- JOHNSTON, Richard, *Public Opinion and Public Policy*, Toronto, University of Toronto Press.
1986
- KEY, V.O., *The Responsible Electorate*, New York, Vintage Books.
1966
- KIEWIET, Roderick D., *Macroeconomics and Micropolitics*, Chicago, University of Chicago Press.
1983

- KRAMER, Gerald H., «Short-Term Fluctuations in the U.S. Voting Behavior, 1896-1964», *American Political Science Review*, 65: 131-143.
1971
- LEWIS-BECK, Michael S., *Economics and Elections: The Major Western Democracies*, Ann Arbor, 1988
University of Michigan Press.
- LEWIS-BECK, Michael S., «Economic Conditions and Executive Popularity: The French Experience», 1980
American Journal of Political Science, 24: 306-323.
- MACKUEEN, Michael B., Robert S. ERIKSON et James A. STIMSON, «Peasants or Bankers? The American Electorate and the U.S. Economy», *American Political Science Review*, 86: 597-611.
1992
- MISHLER, William, Marilyn HOSKIN and Roy FITZGERALD, «British Parties in the Balance: A Times Series Analysis of Long-Term Trends in Public Support for Major Parties», *British Journal of Political Science*, 19: 211-236.
1989
- MONROE, Kristen et Lynda ERICKSON, «The Economy and Political Support: The Canadian Case», 1986
Journal of Politics, 48: 616-47.
- MOSLEY, Paul, «Popularity Functions and the Role of the Media: A Pilot Study of the Popular Press», 1984
British Journal of Political Science, 14: 117-128.
- MUELLER, John E., «Presidential Popularity from Truman to Johnson», *American Political Science Review*, 64: 18-34.
1970
- NADEAU, Richard et Matthew MENDELSON, «Short-Term Popularity Boost Due to Leadership Change in Great-Britain», *Electoral Studies*, 13: 222-228.
1994
- NADEAU, Richard, *Conjoncture économique et appui aux partis politiques fédéraux au Québec et dans le reste du Canada, 1958-1983*, Université de Montréal, manuscrit non publié.
1994
- NADEAU, Richard et André BLAIS, «Explaining Election Outcomes in Canada: Economy and Politics», 1993
Revue canadienne de science politique, 26: 775-792.
- NANNSTAD, Peter et Martin PALDAM, *The VP Function: a Survey of the Literature on Vote and Popularity Functions*, Université d'Arhus, manuscrit non publié.
1993
- NORPOTH, Helmut, Michael S. LEWIS-BECK et Jean-Dominique LAFAY (dirs), *Economics and Politics. The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
1991
- NORPOTH, Helmut, «The Popularity of the Thatcher Government: A Matter of War and Economy», 1991
dans: Helmut NORPOTH, Michael S. LEWIS-BECK et Jean-Dominique LAFAY (dirs), *Economics and Politics. The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- OSTROM, Charles W., *Time Series Analysis. Regression Techniques*, Newsbury Park, Sage Publications, 1990
Quantitative Applications in the Social Sciences, deuxième édition.
- PISSARIDES, Christopher, «British Government Popularity and Economic Performance», *Economic Journal*, 90: 569-581.
1980
- PRICE, Simon et David SANDERS, «Modeling Government Popularity in Britain», *American Journal of Political Science*, 37: 317-334.
1993
- SANDERS, David, Hugh WARD et David MARSH (avec la collaboration de T. FLETCHER), «Macroeconomics, the Falklands War and the Popularity of the Thatcher Government: A Contrary View», dans: Helmut NORPOTH, Michael S. LEWIS-BECK et Jean-Dominique LAFAY (dirs),

Economics and Politics. The Calculus of Support, Ann Arbor, University of Michigan Press.

SANDERS, David, Hugh WARD et David MARSH (avec la collaboration de T. FLETCHER), « Governmental Popularity and the Falklands War: A Reassessment », *British Journal of Political Science*, 17: 281-313.

WEATHERFORD, Stephen M., « Economic Determinants of Voting », dans : Samuel LONG (dir.), *Research of Micropolitics, vol. 1*, Greenwich CT, JAI Press.